

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/292
9 décembre 1998

(98-4947)

Original: anglais

RÉUNION MINISTÉRIELLE INFORMELLE, HONG KONG, CHINE, 20 NOVEMBRE 1998

Déclaration ministérielle commune

Communication de Hong Kong, Chine

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 décembre 1998.

Les ministres et leurs représentants de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de Hong Kong, Chine, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, de la République tchèque, de Singapour, de la Suisse, de la Thaïlande et de l'Uruguay ont tenu une Réunion ministérielle informelle dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, le 20 novembre 1998, et ont étudié la question des préparatifs de la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce.

Les ministres et leurs représentants ont adopté une déclaration ministérielle commune, dont la copie est jointe au présent document.¹

Il serait souhaitable que cette communication et la déclaration ministérielle commune qui lui est jointe soient distribuées aux Membres de l'OMC pour information.

¹ La déclaration est reproduite en annexe au présent document.

ANNEXE

**Réunion ministérielle informelle tenue à Hong Kong, Chine
20 novembre 1998**

Déclaration ministérielle commune

1. Les ministres et leurs représentants de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de Hong Kong, Chine, de la Hongrie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, de la République tchèque, de Singapour, de la Suisse, de la Thaïlande et de l'Uruguay se sont réunis dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, le 20 novembre 1998, et ont étudié la question des préparatifs de la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui doit avoir lieu aux États-Unis dans un peu plus d'un an.
2. Nous avons rappelé que les séries successives de négociations commerciales multilatérales avaient jeté les bases de l'expansion du commerce international dans le cadre d'un système fondé sur des règles.
3. Nous sommes convenus que l'enjeu actuel - eu égard notamment à la crise financière - était de renforcer cette base en poursuivant nos efforts de consolidation du cadre multilatéral de règles et en faisant avancer le processus de libéralisation progressive des échanges.
4. Nous avons réaffirmé que les marchés devaient rester ouverts. Les engagements contraignants contractés dans le cadre de l'OMC avaient jusqu'à présent permis d'éviter un retour au protectionnisme. Nous avons estimé que la mise en œuvre intégrale, dans les délais voulus, des Accords et obligations existants dans le cadre de l'OMC, était indispensable à la conduite de nouvelles négociations globales. Selon nous, le maintien du *statu quo* n'était pas suffisant.
5. À l'issue du débat, nous sommes tous convenus que les économies devaient aujourd'hui avoir davantage de possibilités de commercer de manière à accroître la prospérité et à améliorer la situation de l'emploi. Autrement dit, il nous est apparu que la poursuite de l'expansion du commerce international était un élément capital pour le règlement de la crise financière.
6. Les Membres de l'OMC s'étaient déjà engagés à reprendre les négociations dans certains domaines à compter du 31 décembre 1999. Nous avons toutefois estimé que la meilleure manière d'obtenir des résultats optimaux pour tous les Membres de l'OMC était de lancer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales globales. Des négociations formant un tout, aboutissant à des résultats contraignants pour tous les Membres de l'OMC, constitueraient la formule la plus avantageuse pour tous.
7. Nous avons tous souligné la nécessité d'assurer un équilibre. Dans les nouvelles négociations, il faudrait s'intéresser tout particulièrement aux préoccupations spécifiques des pays en développement et des pays les moins avancés et en tenir pleinement compte.
8. Nous avons noté que l'idée d'engager de nouvelles négociations globales recueillait un appui grandissant. Certains ont toutefois souligné la nécessité d'un leadership de plus en plus actif et collectif, notamment de la part des principales nations commerçantes et des États-Unis, en tant que pays hôte de la troisième Conférence ministérielle, et ont dit qu'il faudrait redoubler d'effort pour que tous les Membres de l'OMC parviennent à un consensus.

9. À l'issue de ce débat très fructueux, nous avons conclu que les Membres de l'OMC pourraient, et devraient, apporter une solution efficace à la crise financière en convenant de lancer un nouveau cycle de négociations globales et équilibrées en l'an 2000, en se donnant pour objectif d'arriver à de bons résultats en peu de temps. Cet engagement permettrait, à notre avis, d'indiquer clairement qu'une action sera engagée rapidement dans le cadre du système commercial multilatéral pour consolider les bases d'une prospérité accrue à long terme.
